



COMMUNE DE NÉOULES

## COMPTE RENDU SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL JEUDI 17 DECEMBRE 2020 à 18h

Article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'an deux mille vingt, aux date et heure ci-dessus mentionnées, s'est réuni, en séance à huis clos, dans la salle du conseil municipal, aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 et pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, prévu à l'article L 3131-12 du code de la santé publique, déclaré dans les conditions de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020, prolongé par les lois du 11 mai 2020 et du 14 novembre 2020, le conseil municipal de la commune de Néoules, sous la présidence de Monsieur le maire, Christian RYSER.

### Ordre du Jour :

- Étaient présents** : M. RYSER Christian ; M. LACOMBE Christophe ; Mme BOSSEZ Ariane ; M. ELIE Jean ; Mme SKRIBLAK Renée ; Mme LEBON Nicole ; Mme CANNIZZARO Yvette ; M. LAUGIER Pascal ; M. GUIOL André ; Mme BERTHOLET Marie-Françoise ; Mme LEDOUX Sylvie ; M. GAGNE Christophe ; Mme ABOUDARAM Sophie ; Mme GATTI Isabelle ; M. PAPINI Philippe ; Mme PARTOUCHE Charlotte ; M. OLES Jacques ; M. SCHNEIDER Mikaël
- Ont donné pouvoir** : M. THEOLAS-GIRARDO Jean-Claude a donné pouvoir à M. Christophe GAGNE ; M. GUARINOS Patrick a donné pouvoir à M. RYSER Christian ; M. CHIAPELLO Cédric a donné pouvoir à Mme SKRIBLAK Renée ; Mme MATHIEU-VOLFART Karen a donné pouvoir à Mme CANNIZZARO Yvette
- Absente excusée** : Mme GASSIER Laurence ;

**Jusqu'au point 8.  
inclus**

Nombre de membres composant l'assemblée : 23  
Nombre de membres présents : **18 jusqu'au point 8. Puis, 19 après l'arrivée de Mme Laurence GASSIER au point 9.**  
Nombre de membres ayant pris part aux délibérations : **22 jusqu'au point 8. Puis, 23 après l'arrivée de Mme Laurence GASSIER au point 9.**  
Quorum : 12

Secrétaire de Séance : Monsieur Mikaël SCHNEIDER est désigné secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 26 octobre 2020 est **approuvé à l'unanimité.**

**Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal l'ajout d'un point supplémentaire à l'ordre du jour, portant sur le renouvellement de la conventions de gestion des eaux pluviales urbaines, ce qui est accepté à l'unanimité.**

| <b>1</b>  | <p><b>Autorisation générale et permanente de poursuite au comptable public, suite à l'élection du maire le 26/10/20 :</b></p> <p>Il s'agit de délibérer à nouveau concernant l'autorisation générale et permanente de poursuites au comptable public pour le recouvrement des créances de la commune de Néoules. Monsieur Jean-Claude GOMEZ trésorier affecté au centre des finances publiques de Brignoles pourra ainsi poursuivre les redevables pour obtenir le recouvrement des créances locales.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, <b>AUTORISE</b>, à l'unanimité des membres présents et représentés, le comptable du Trésor à engager des poursuites par voie de saisie administrative à tiers détenteur et de saisies par voie d'huissier à l'encontre des redevables de la collectivité et de ses budgets annexes qui ne se sont pas acquittés de leur dette dans les délais réglementaires malgré l'envoi d'une lettre de rappel et/ou d'une mise en demeure de payer, quelle que soit la nature de la créance ; <b>DIT QUE</b> la durée de cette autorisation est fixée jusqu'à la fin de la mandature 2020-2026 ; <b>AUTORISE</b> Monsieur le maire à signer la convention portant sur les conditions de recouvrement des produits locaux et tout acte relatif à ce domaine.</p> | M. le maire<br>C. RYSER |       |  |  |      |        |            |    |   |   |
|---|---|-------------------------|-------|--|--|------|--------|------------|----|---|---|
| <table border="1"><thead><tr><th colspan="3">VOTES</th></tr><tr><th>POUR</th><th>CONTRE</th><th>ABSTENTION</th></tr></thead><tbody><tr><td style="text-align: center;">22</td><td style="text-align: center;">0</td><td style="text-align: center;">0</td></tr></tbody></table> |   |                         | VOTES |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 22 | 0 | 0 |
| VOTES   |   |                         |       |  |  |      |        |            |    |   |   |
| POUR  | CONTRE  | ABSTENTION              |       |  |  |      |        |            |    |   |   |
| 22  | 0   | 0                       |       |  |  |      |        |            |    |   |   |
| <b>2</b>  | <p><b>Signature de la charte « zéro déchet plastique » et engagement dans la mise en œuvre d'actions pour la diminution des déchets plastiques dans les milieux naturels et en stockage :</b></p> <p>La commune souhaite s'engager à réduire les déchets plastiques au travers de campagnes de sensibilisation, d'une utilisation raisonnée au quotidien et d'une meilleure gestion des déchets produits.</p>   | M. le maire<br>C. RYSER |       |  |  |      |        |            |    |   |   |

Cette action volontariste et significative de réduction des déchets plastiques s'inscrit dans une démarche environnementale globale portée par la commune. Une charte d'engagement est à établir en partenariat avec l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement (ARBE) chargée de l'animation de cette thématique.

Il est proposé à l'assemblée :

- d'approuver les termes de la Charte " zéro déchet plastique", de désigner l' élu et l' agent technique référents zéro déchet plastique" ; de s'engager à mettre en œuvre les actions inscrites pour une diminution des déchets plastiques dans les milieux naturels et en stockage ; de communiquer sur les actions engagées et les résultats obtenus auprès de l'ARBE et la Région et de participer aux ateliers d'information organisés par la Région et l'ARBE portant sur des thématiques spécifiques liées au plastique et destinés à faire partager les retours d'expérience pour essayer les pratiques et dupliquer les actions à plus grande échelle sur le territoire régional.

Le conseil municipal, **OUI** l'exposé et après en avoir délibéré, **DECIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés, **D'APPROUVER** les termes de la Charte d'engagement « zéro déchet plastique » dont un exemplaire est annexé à la présente délibération ; **DE DÉSIGNER** Monsieur SCHNEIDER Mikaël (élu) et Monsieur REVEST Christian (agent technique) référents « zéro déchet plastique » ; **DE REMPLIR** le questionnaire Charte « zéro déchet plastique » et de s'engager à mettre en œuvre les actions inscrites pour une diminution des déchets plastiques dans les milieux naturels et en stockage ; **DE COMMUNIQUER** sur les actions engagées et les résultats obtenus auprès l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement (ARBE) et la Région ; **DE PARTICIPER** aux ateliers d'information organisés par la Région et animés par l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement (ARBE), portant sur des thématiques spécifiques liées au plastique et destinés à faire partager les retours d'expérience pour essayer les pratiques et dupliquer les actions à plus grande échelle sur le territoire régional.

| VOTES |        |            |
|-------|--------|------------|
| POUR  | CONTRE | ABSTENTION |
| 22    | 0      | 0          |

M. le maire  
C. RYSER

### 3 Avis du conseil municipal sur dérogation préfectorale au repos dominical des salariés (ouverture des commerces de janvier 2021) – article L3132-20 du code du travail :

Monsieur le Préfet envisage d'octroyer à l'ensemble des établissements de vente au détail qui mettent à disposition des biens et des services sur le territoire du département du Var, une dérogation au repos dominical, en les autorisant à donner le repos hebdomadaire par roulement à tout ou partie de leurs salariés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 janvier 2021. En application de l'article L.3132-21 du code du travail, l'avis des conseils municipaux et le cas échéant, celui de l'organe délibérant des EPCI, dont les communes concernées sont membres, sont sollicités sur cette éventuelle dérogation au repos dominical. Il est proposé à l'assemblée de donner son avis sur cette proposition préfectorale.

Le conseil municipal, **OUI** l'exposé et après en avoir délibéré, **ÉMET**, à l'unanimité des membres présents et représentés, un avis favorable à la proposition préfectorale relative à la dérogation au repos dominical, telle que décrite ci-dessus.

| VOTES |        |            |
|-------|--------|------------|
| POUR  | CONTRE | ABSTENTION |
| 22    | 0      | 0          |

M. le maire  
C. RYSER

## RESSOURCES HUMAINES

### 4 Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade :

Pour tous les cadres d'emplois, hormis celui des agents de police municipale, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant bénéficier d'un avancement de grade est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante. Il est proposé à l'assemblée de fixer le taux à 100% pour tous les grades de la collectivité.

Le conseil municipal, **OUI** l'exposé et après en avoir délibéré, **DÉCIDE**, à l'unanimité des membres présents et représentés, un taux fixé à 100% pour tous les grades de la collectivité, dans les conditions décrites ci-dessus.

| VOTES |        |            |
|-------|--------|------------|
| POUR  | CONTRE | ABSTENTION |
| 22    | 0      | 0          |

M. le maire  
C. RYSER

## INTERCOMMUNALITE

### 5 Convention de partenariat 2021-2023 pour l'organisation du réseau des médiathèques entre la communauté d'agglomération :

Par délibération n°2018-46 du 2/05/2018, la commune a signé une convention avec la communauté d'agglomération Provence Verte pour soutenir une coopération Intercommunale par le partage des outils informatiques classiques de gestion des médiathèques et sur la création d'un portail web de lecture publique donnant accès à une offre documentaire et de services en ligne commune.

Mme Nicole  
LEBON

|       | <p>Il convient de procéder au renouvellement de cette convention pour les années 2021 à 2023 s'inscrit dans la double démarche de rationaliser certaines tâches professionnelles à l'échelle d'un réseau élargi, et de proposer de nouveaux services aux usagers de l'ensemble des communes participantes, dans le respect de leur identité et de leurs compétences propres.</p> <p>Il est demandé à l'assemblée de renouveler la convention 2021-2023 relative à l'organisation du réseau des médiathèques et d'autoriser M. le maire à la signer.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, <b>APPROUVE</b>, à l'unanimité des membres présents et représentés, la convention de partenariat relative à l'organisation du réseau des médiathèques du 1<sup>er</sup> janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2023, dans les conditions décrites ci-avant ; <b>AUTORISE</b> Monsieur le maire à signer tous documents y afférents ; <b>APPROUVE</b> le nouveau règlement intérieur et ses annexes.</p> <table border="1" data-bbox="209 387 587 490"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>22</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>  | VOTES      |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 22 | 0 | 0 | Mme Nicole LEBON        |
|-------|--|------------|--|--|------|--------|------------|----|---|---|-------------------------|
| VOTES |  |            |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| POUR  | CONTRE   | ABSTENTION |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| 22    | 0  | 0          |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| 6     | <p><b>Modification des statuts de la communauté d'agglomération Provence Verte : nouvelle répartition des sièges au sein de son organe délibérant :</b></p> <p>Le 19 juin dernier, le conseil communautaire a délibéré pour modifier ses statuts concernant la nouvelle répartition des sièges au sein de son organe délibérant. Afin d'établir l'arrêté préfectoral entérinant cette modification, la commune est invitée à délibérer sur cette modification des statuts de la CAPV relative à la nouvelle répartition des sièges au sein de son organe délibérant.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, <b>APPROUVE</b>, à l'unanimité des membres présents et représentés, la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, tels qu'annexés, conformément aux dispositions de la loi dite Engagement et Proximité et à l'arrêté préfectoral n° 47/2019-BCLI du 29 octobre 2019.</p> <table border="1" data-bbox="209 862 587 965"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>22</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>   | VOTES      |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 22 | 0 | 0 | M. le maire<br>C. RYSER |
| VOTES |  |            |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| POUR  | CONTRE   | ABSTENTION |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| 22    | 0  | 0          |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| 7     | <p><b>Délibération portant autorisation de signature de la convention de délégation de compétences eau potable et assainissement collectif et eaux usées 2021 avec la CAPV :</b></p> <p>Pour la gestion des compétences eau et assainissement, exercées par la commune au nom et pour le compte de l'agglomération délégante qui en reste responsable, les parties ont conclu une convention de délégation de compétences au titre de l'exercice 2020.</p> <p>Sur la base de cette première année d'expérience et avec la volonté de faciliter les échanges, les parties conviennent de conclure une nouvelle convention de délégation de compétence. Cette convention sera signée pour une durée de 1 an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Sa reconduction se fera de manière expresse après bilan d'évaluation de la présente.</p> <p>Cette deuxième convention a pour objet d'alléger les processus financiers, comptables et budgétaires entre les parties, tout en clarifiant les obligations de chacun concernant les engagements liés à la commande publique.</p> <p>Les membres du conseil municipal sont invités à approuver les modalités de la nouvelle convention de délégation permettant à la communauté d'agglomération de déléguer à la commune l'exercice des compétences "eau potable" et "assainissement collectif", à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour une durée de 1 an et à autoriser Monsieur le maire à signer ladite convention et tout document s'y rapportant.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, <b>ABROGE</b>, la délibération n°2019-97a du 17/12/2019 ; <b>APPROUVE</b>, les modalités de la convention de délégation permettant à la Communauté d'agglomération de déléguer à la Commune l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif », à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ; <b>APPROUVE</b> le fait que cette convention sera conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et reconductible de manière expresse, qu'elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, dans son étendue et ses modalités d'exécution, et dont les effets pourront être stoppés par décision conjointe de la Commune et de l'Agglomération ; <b>AUTORISE</b> Monsieur le maire à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.</p> <table border="1" data-bbox="209 1780 587 1883"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>22</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table> | VOTES      |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 22 | 0 | 0 | M. le maire<br>C. RYSER |
| VOTES |  |            |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| POUR  | CONTRE   | ABSTENTION |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |
| 22    | 0  | 0          |  |  |      |        |            |    |   |   |                         |

| <p><b>8</b></p>  | <p><b>Approbation de la modification des statuts du SIVU des espaces naturels du Massif de La Loube :</b><br/>         La commune est adhérente au syndicat à vocation unique des espaces naturels du massif de la Loube. Le conseil syndical dudit syndicat s'est prononcé favorablement, en séance, pour une modification de ses statuts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• article 2 portant suppression de l'animation nature,</li> <li>• article 5.2.3 portant envoi des convocations par voie dématérialisée,</li> <li>• article 6 portant modification du trésorier du syndicat,</li> <li>• article 7 portant précision de la périodicité d'émission des titres de participations financières des communes.</li> </ul> <p>Il est nécessaire que chaque commune adhérente délibère dans le délai réglementaire afin d'entériner la modification des statuts. Il est donc demandé à l'assemblée d'approuver la modification des statuts du syndicat à vocation unique des espaces naturels du massif de la Loube telle que présentée.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé de Monsieur le maire et la délibération du syndicat à vocation unique des espaces naturels du massif de la Loube en date du 21 septembre 2020 relative à la modification des statuts, et après en avoir délibéré, <b>APPROUVE</b>, à l'unanimité des membres présents et représentés, la modification des statuts du syndicat à vocation unique des espaces naturels du massif de la Loube, telle que présentée en annexe.</p> <table border="1" data-bbox="209 651 587 750"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>22</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>  | VOTES             |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 22 | 0 | 0 | <p>M. P. PAPINI</p>             |
|------------------|---|-------------------|--|--|------|--------|------------|----|---|---|---------------------------------|
| VOTES            |   |                   |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| POUR             | CONTRE  | ABSTENTION        |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| 22               | 0   | 0                 |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| <p><b>9</b></p>  | <p><b>Rapport annuel 2019 du délégataire de service public sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable :</b><br/>         Conformément au C.G.C.T., Monsieur le maire, Christian RYSER, présentera les rapports annuels 2019 du délégataire du service public sur le prix et la qualité de l'eau potable. Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, <b>PREND ACTE</b> des rapports d'activité 2019 du délégataire du service public relatifs au prix et à la qualité de l'eau potable.</p> <table border="1" data-bbox="209 931 587 1032"> <thead> <tr> <th colspan="3">DONT ACTE</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>23</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>  | DONT ACTE         |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 23 | 0 | 0 | <p>M. le maire<br/>C. RYSER</p> |
| DONT ACTE        |   |                   |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| POUR             | CONTRE  | ABSTENTION        |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| 23               | 0   | 0                 |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| <p><b>10</b></p> | <p><b>Rapport annuel 2019 du délégataire sur le prix et la qualité du service de l'assainissement collectif :</b><br/>         Conformément C.G.C.T., Monsieur le maire, Christian RYSER, présentera les rapports annuels 2019 du délégataire du service public sur le prix et la qualité de l'assainissement collectif. Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, <b>PREND ACTE</b> des rapports d'activité 2019 du délégataire du service public relatifs au prix et à la qualité de de l'assainissement collectif.</p> <table border="1" data-bbox="209 1240 587 1346"> <thead> <tr> <th colspan="3">DONT ACTE</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>23</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>   | DONT ACTE         |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 23 | 0 | 0 | <p>M. le maire<br/>C. RYSER</p> |
| DONT ACTE        |   |                   |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| POUR             | CONTRE  | ABSTENTION        |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| 23               | 0   | 0                 |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| <b>URBANISME</b> |   |                   |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |
| <p><b>11</b></p> | <p><b>Proposition au Préfet d'instauration d'un régime d'autorisation de changement d'usage des locaux d'habitation prévu aux articles L.631-7 et suivant du code de la construction et de l'habitation :</b><br/>         La Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) permet aux collectivités territoriales de mettre en place un système d'autorisation permettant de réguler les locations de meublés touristiques et de lutter contre la pénurie de logements dont sont susceptibles de faire face leurs habitants.</p> <p>Les communes peuvent solliciter auprès du représentant de l'État dans le département, l'instauration, sur leur territoire, de la procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation, prévue à l'article L.631-7 du même code.</p> <p>La multiplication très nette sur le territoire des locations saisonnières de logements pour des séjours répétés de courte durée, transforment la destination de ces locaux à usage d'habitation. Au regard de l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la commune de Néoules et compte tenu de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie du logement, il apparaît nécessaire de contrôler ces changements d'usage de locaux d'habitation.</p> <p>Dans ces conditions, il vous est proposé de mettre en application l'institution de la procédure d'autorisation préalable du changement d'usage de locaux destinés à l'habitation, en vue de les louer de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile et d'autoriser Monsieur le maire à soumettre à l'autorité préfectorale une proposition d'instauration d'un régime d'autorisation de changement d'usage de locaux d'habitation.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, <b>DECIDE</b>, à l'unanimité des membres présents et représentés, <b>D'APPROUVER</b> le projet de régime d'autorisation de changement d'usage de locaux d'habitation ;</p> | <p>M. J. ELIE</p> |  |  |      |        |            |    |   |   |                                 |

|                  | <p><b>D'AUTORISER</b> Monsieur le maire à soumettre à l'autorité préfectorale une proposition d'instauration d'un régime d'autorisation de changement d'usage de locaux d'habitation, dans les conditions approuvées par le conseil municipal ; <b>D'AUTORISER</b> le maire ou son représentant à signer tous les documents et actes, nécessaires à l'exécution de cette délibération</p> <table border="1" data-bbox="209 212 587 315"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>23</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>  | VOTES           |                    |                      | POUR             | CONTRE              | ABSTENTION      | 23                 | 0 | 0              |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
|------------------|--|-----------------|--------------------|----------------------|------------------|---------------------|-----------------|--------------------|---|----------------|----------------------|------------------|---------------------|--|------------------|----------------------|-----------------|---------------------|--|-----------------|-------------------|------------------|---------------------|--|-----------------|---------------------|------------------|----------------------|--|------------------|----------------------|------------------|---------------------|--|--|--|-------|--|--|------|--------|------------|----|---|---|------------|
| VOTES            |  |                 |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| POUR             | CONTRE   | ABSTENTION      |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| 23               | 0  | 0               |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| 12               | <p><b>Protocole d'accord tripartite entre la SAFER, la SAS PROVENCE GRANULATS et la commune de Néoules pour l'acquisition, à l'euro symbolique, des parcelles cadastrées section D 264 et 270 lieu-dit « la Tuilière » et E 305 lieu-dit "Le Cros d'Aroy", pour une surface de 48ha 01a 40ca :</b></p> <p>Il est porté à la connaissance de l'assemblée que suite à une promesse de vente de M. Charles POLLET, signée le 13/7/2020, recueillie par la SAFER-PACA, relative aux parcelles boisées cadastrée Section D 264 et 270, lieu-dit "La Tuilière", E272 lieu-dit "Plane Seouve", E294, 295 et 305 lieu-dit "Le Cros d'Aroy", d'une superficie totale de 101 ha, 40a, 10 ca, dont, la SAS PROVENCE GRANULATS a proposé sa candidature pour un motif environnemental visant à respecter des mesures compensatoires, la commune a été saisie pour exercer son droit de préemption. La commune, a renoncé à exercer son droit de préemption et s'engage à acquérir, à l'euro symbolique, les parcelles cadastrées section D 264 et 270 lieu-dit « la Tuilière » et E 305 lieu-dit "Le Cros d'Aroy", pour une surface de 48ha 01a 40ca, et ce, dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'acte authentique d'acquisition par la société PROVENCE GRANULATS. Un protocole d'accord tripartite pose expressément les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette procédure.</p> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, <b>PREND ACTE</b> du protocole d'accord tripartite relatif à l'acquisition, des parcelles cadastrées section D 264 et 270 lieu-dit « la Tuilière » et E 305 lieu-dit "Le Cros d'Aroy", pour une surface de 48ha 01a 40ca, et ce, dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'acte authentique d'acquisition par la société PROVENCE GRANULATS et réaffirme sa volonté de se porter acquéreur de ces parcelles à l'Euro symbolique.</p> <p><b>DIT</b> que la dépense est prévue au budget.</p> <table border="1" data-bbox="209 1041 587 1144"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>23</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table> | VOTES           |                    |                      | POUR             | CONTRE              | ABSTENTION      | 23                 | 0 | 0              | M. J. ELIE           |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| VOTES            |  |                 |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| POUR             | CONTRE   | ABSTENTION      |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| 23               | 0  | 0               |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| 13               | <p><b>Biens sans maître sur le territoire communal : mise en application de l'article 713 du Code Civil :</b></p> <p>La commune, en application de l'article 713 du Code Civil, peut exercer ses droits pour les biens sans maître situés sur le territoire communal. Il est proposé de prendre une délibération de principe autorisant la mise en application de cette disposition pour les biens listés ci-après.</p> <p>Les biens sans maître répertoriés sont les suivants, sous réserve de confirmation de l'inspecteur foncier :</p> <table border="1" data-bbox="209 1377 1345 1592"> <tbody> <tr> <td>Section A n° 13</td> <td>280 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td>Section D n° 435</td> <td>2560 m<sup>2</sup></td> </tr> <tr> <td>section A n° 14</td> <td>920 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td>Section E n° 7</td> <td>86970 m<sup>2</sup></td> </tr> <tr> <td>Section B n° 607</td> <td>1373 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td>Section E n° 261</td> <td>35640 m<sup>2</sup></td> </tr> <tr> <td>Section D n° 97</td> <td>8970 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td>Section E n° 47</td> <td>56 m<sup>2</sup></td> </tr> <tr> <td>Section D n° 205</td> <td>3050 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td>Section E n° 50</td> <td>9750 m<sup>2</sup></td> </tr> <tr> <td>Section D n° 209</td> <td>17960 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td>Section E n° 268</td> <td>56470 m<sup>2</sup></td> </tr> <tr> <td>Section D n° 434</td> <td>2170 m<sup>2</sup></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>Le conseil municipal, <b>OUI</b> l'exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, <b>DECIDE</b>, à l'unanimité des membres présents et représentés, d'exercer ses droits sur les biens sans maître listés ci-dessus et sous réserve de confirmation de l'inspecteur foncier, conformément à l'article 713 du code civil, en vue d'en devenir propriétaire pour ses propres besoins ou pour les revendre.</p> <table border="1" data-bbox="209 1736 587 1839"> <thead> <tr> <th colspan="3">VOTES</th> </tr> <tr> <th>POUR</th> <th>CONTRE</th> <th>ABSTENTION</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>23</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>  | Section A n° 13 | 280 m <sup>2</sup> |                      | Section D n° 435 | 2560 m <sup>2</sup> | section A n° 14 | 920 m <sup>2</sup> |   | Section E n° 7 | 86970 m <sup>2</sup> | Section B n° 607 | 1373 m <sup>2</sup> |  | Section E n° 261 | 35640 m <sup>2</sup> | Section D n° 97 | 8970 m <sup>2</sup> |  | Section E n° 47 | 56 m <sup>2</sup> | Section D n° 205 | 3050 m <sup>2</sup> |  | Section E n° 50 | 9750 m <sup>2</sup> | Section D n° 209 | 17960 m <sup>2</sup> |  | Section E n° 268 | 56470 m <sup>2</sup> | Section D n° 434 | 2170 m <sup>2</sup> |  |  |  | VOTES |  |  | POUR | CONTRE | ABSTENTION | 23 | 0 | 0 | M. J. ELIE |
| Section A n° 13  | 280 m <sup>2</sup>   |                 | Section D n° 435   | 2560 m <sup>2</sup>  |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| section A n° 14  | 920 m <sup>2</sup>   |                 | Section E n° 7     | 86970 m <sup>2</sup> |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| Section B n° 607 | 1373 m <sup>2</sup>  |                 | Section E n° 261   | 35640 m <sup>2</sup> |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| Section D n° 97  | 8970 m <sup>2</sup>  |                 | Section E n° 47    | 56 m <sup>2</sup>    |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| Section D n° 205 | 3050 m <sup>2</sup>  |                 | Section E n° 50    | 9750 m <sup>2</sup>  |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| Section D n° 209 | 17960 m <sup>2</sup>   |                 | Section E n° 268   | 56470 m <sup>2</sup> |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| Section D n° 434 | 2170 m <sup>2</sup>  |                 |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| VOTES            |  |                 |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| POUR             | CONTRE   | ABSTENTION      |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| 23               | 0  | 0               |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |
| 14               | <p><b>Acquisition de deux parcelles cadastrées Section A N° 1971 et 1972, d'une superficie de 16m<sup>2</sup> (propriétaires M. FRISCHMANN/Mme MARTEL):</b></p> <p>Dans le cadre du projet d'élargissement du chemin du Moulin, il convient de procéder à l'acquisition partielle de deux parcelles concernées par le projet.</p> <p>Il s'agit des parcelles cadastrée Section A n° 1971 et 1972 pour une superficie totale de 16 m<sup>2</sup>, respectivement, de 6 m<sup>2</sup> et 10 m<sup>2</sup>, appartenant à Monsieur FRISCHMANN et Madame MARTEL, au prix de 75€/m<sup>2</sup>, soit pour un montant de 1200 €.</p>   | M. Jean ELIE    |                    |                      |                  |                     |                 |                    |   |                |                      |                  |                     |  |                  |                      |                 |                     |  |                 |                   |                  |                     |  |                 |                     |                  |                      |  |                  |                      |                  |                     |  |  |  |       |  |  |      |        |            |    |   |   |            |

Le conseil municipal, **OUI** l'exposé et après en avoir délibéré,  
**AUTORISE**, à l'unanimité des membres présents et représentés, Monsieur le maire à acquérir les parcelles décrites ci-dessus, pour une superficie totale de 16 m<sup>2</sup> au prix de 75€/m<sup>2</sup>, soit pour un montant de 1200 €, et à signer les actes relatifs à cette acquisition ;  
**DIT** que la somme sera inscrite au Budget 2021.

M. Jean ELIE

| VOTES |        |            |
|-------|--------|------------|
| POUR  | CONTRE | ABSTENTION |
| 23    | 0      | 0          |

## DECISIONS

### 15 Compte-Rendu des Décisions prises dans le cadre des délégations attribuées au Maire :

Décision n° 2020-09BIS

**DE SOLICITER** auprès du département du Var, une subvention de 81 140.43 €, au titre de l'aide aux communes 2020, pour la réalisation d'un club house pour les tennis, qui figure parmi les catégories prioritaires fixées par la commission départementale et qui constitue un projet structurant. Le plan de financement est le suivant :

- Montant HT du programme : 405 702.13 €
- Subvention auprès du département au titre de l'aide aux communes 2020 : 81 140.42 € (20 %)
- Aide de l'État au titre de la DETR : 81 140.43 € (20 %)
- Fonds de concours CAPV : 121 710.64 (30 %)
- Autofinancement communal : 121 710.64 € (30 %), plus la TVA

Décision n° 2020-11

**D'ATTRIBUER** le marché relatif à la mission d'études géotechniques et de perméabilité, pour la création d'un espace associatif et d'un club House pour les tennis de Néoules, au titulaire : SOCIETE HYDROGÉOTECHNIQUE – Agence PACA/CORSE – 13 avenue d'Arménie ZA de Bompertuis – 13120 GARDANNE, pour un montant de 4 385.00 € H.T. (5 262.00 € T.T.C)

Le conseil municipal, **PREND ACTE** des décisions ci-dessus exposées à l'exception de M. Pascal LAUGIER qui se positionne contre cette décision.

M. le maire  
C. RYSER

| DONT ACTE |        |            |
|-----------|--------|------------|
| POUR      | CONTRE | ABSTENTION |
| 22        | 1      | 0          |

## POINT SUPPLÉMENTAIRE

### 16 Renouvellement de la « Convention de gestion » entre la commune et l'Agglomération Provence Verte pour le suivi de la compétence «eaux pluviales urbaines » pour 2021 :

Après l'envoi de la convocation et de l'ordre du jour aux membres du conseil municipal, la communauté d'agglomération Provence Verte a fait parvenir à la commune la délibération prise en conseil communautaire du 11 décembre 2020, relative à la convention de gestion » entre la commune et l'Agglomération Provence Verte pour le suivi de la compétence «eaux pluviales urbaines » pour 2021.

Monsieur le maire propose, en début de séance, d'ajouter un point à l'ordre du jour, qui a été accepté, savoir la demande d'autorisation de signer le renouvellement de la convention de gestion entre la commune et la CAPV pour le suivi de la compétence "eaux pluviales urbaines" pour 2021.

Le conseil municipal, **OUI** l'exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, **APPROUVE** le renouvellement de la convention de gestion pour une année supplémentaire, **APPROUVE** le fait que la commune procèdera, en lieu et place de la communauté d'agglomération de la Provence Verte, au règlement des dépenses nécessaires à la gestion du service « eaux pluviales urbaines » pendant la durée d'application de la convention ; **APPROUVE** le fait que le calcul des attributions de compensation sera opéré de manière différée à la fin des conventions et **AUTORISE** le maire à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.

| VOTES |        |            |
|-------|--------|------------|
| POUR  | CONTRE | ABSTENTION |
| 23    | 0      | 0          |

## QUESTIONS DIVERSES

#### Informations :

- Monsieur André GUIOL, conseiller communautaire élu sénateur, a rendu compte des actions de la communauté d'agglomération Provence Verte 2020.
- Point de situation des dossiers en cours en matière environnementale :  
M. SCHNEIDER évoque les divers dossiers : la Charte "Zéro déchet plastique" ; le travail avec la Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume sur les dépôts sauvages est en cours ; la possibilité de participer à l'appel en projet Arbre en ville.

M. OLES indique que la commune participera à l'appel à projet pour une restauration collective durable" ; la commission environnement travaillera sur le label "Territoire durable et Villes et villages fleuris ; la voix douce partagée ; la mobilité électrique et le maintien du lien avec la population avec l'Agenda 21.

La commune a été labellisée APIcité 1 abeille.

Le sentier botanique et en cours et un panneau en partenariat avec la LPO sera posé sur l'espace sensible Font Marcellin.

- **Remerciements** : M. le maire fait part des divers remerciements de l'association des Maires Des Alpes-Maritimes pour le soutien financier aux 55 communes sinistrées par la tempête Alex et ceux des associations ayant bénéficié des subventions 2020.

### Questions de l'opposition

Monsieur le maire répond aux questions de l'opposition point par point .

- **Représentation de la commune à la CAPV suite aux Elections municipales et communautaires du 15/3/2020** : cette disposition est tout à fait réglementaire ; l'élu n'est pas démissionnaire de son mandat de conseiller municipal ni de conseiller communautaire. M. le maire rappelle par ailleurs, que la loi engagement proximité dispose que chaque conseiller municipal est informé de toutes les délibérations et décisions prises par la CAPV.
- **Bornes de recharges électriques** : 2 bornes (2x2) sont présentes sur la commune et non 4 qui ont, par ailleurs, été largement subventionnées, laissant à la charge de la commune 5000 € pour cet équipement moderne et s'inscrivant dans les actions portées par la commune en matière de développement durable.
- **Télétravail** : M. le maire rappelle que la délibération du conseil municipal a fait suite à la commission du personnel du 08/10/2020. Elle est nécessaire et prise en conseil municipal avec avis du CTP. Les postes sont créés par délibération et la publicité, assurée par le CDG83.
- **Situation sanitaire** :  
Les distributions de colis aux séniors telles que proposées ont recueilli la satisfaction des néoulaises et néoulais bénéficiaires. Ces mesures ont été mises en œuvre après débat de la commission compétente.  
En ce qui concerne nos commerçants, la commune fait appel à leurs service régulièrement et communique largement sur le commerce de proximité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h50

**Vu par nous, maire de la commune de NEOULES, pour être affiché le 23 décembre 2020 à la porte de la mairie, conformément aux prescriptions de l'article 56 de la loi du 5 août 1984.**

